

Le Soir d'Algérie - Espace «Retraite» — E.mail : soiretraite@hotmail.com

REVALORISATION ANNUELLE DES PENSIONS

11% pour les retraités affiliés à la CNR

Enfin, il était temps les retraités affiliés à la CNR (salariés du régime général) sont fixés sur le taux de la revalorisation annuelle de leur pension : il a été fixé par le gouvernement à 11%, alors que le Conseil s'administration de la CNR avait proposé 10%. Il faut rappeler que le principe de cette revalorisation est inscrit dans la loi relative à la retraite, que le montant de son taux est tributaire des moyens financiers de la CNR et que son financement est assuré entièrement par la seule CNR.

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a annoncé, jeudi dernier, une revalorisation de 11% des pensions de retraite pour l'année 2013. Dans une déclaration à la presse en marge de la séance de questions orales à l'Assemblée populaire nationale (APN), il a indiqué qu'il signera «dans les tout prochains jours la décision portant revalorisation des pen-



sions de retraites», précisant que cette mesure «sera appliquée dès le mois de mai 2013». Cette mesure intervient «après examen des équilibres financiers de la Caisse nationale de retraite (CNR) sur proposition de son Conseil d'administration», a-t-il ajouté. Le ministre a également

annoncé «la revalorisation de la prime de zone au profit de certaines catégories travaillant dans les régions du sud du pays, conformément aux trois décrets exécutifs de 1995 qui définissent les catégories et les zones géographiques bénéficiant de cette prime, dont le Grand Sud et les Hauts-Plateaux». Rappelant que cette prime était calculée, pendant des années, sur la base d'une ancienne assiette, le ministre a précisé qu'«elle sera désormais calculée sur la base des salaires de 2008, ce qui implique sa valorisation».

Les pensions militaires des personnels de l'ANP revalorisées

Les pensions militaires ont été revalorisées pour les différentes catégories de personnels militaires de carrière et contractuels, appelés du service national, rappelés et personnels civils assimilés (PCA), a annoncé jeudi 9 mai 2013 un communiqué du ministère de la Défense nationale. Ce dernier informe l'ensemble des retraités de l'Armée nationale populaire (ANP) de la mise en œuvre des dispositions de la loi n° 13-03 du 20 février 2013, modifiant et complétant l'ordonnance n° 76-106 du 09 décembre 1976 portant code des pensions militaires, a précisé le communiqué. Plusieurs mesures ont été prises à cet effet et concernent différents types de pensions. Il s'agit des pensions d'invalidité de toutes les catégories

de personnels (militaires de carrière et contractuels, appelés du service national, rappelés et personnels civils assimilés) qui ont été revalorisées et versées au mois d'avril 2013, a indiqué la même source. Les ayants droit des personnels militaires et civils assimilés, décédés avant d'accomplir 15 années de service sont, pour leur part, pris en charge pour le bénéfice d'une pension de réversion.

Les concernés ont déjà entamé les formalités requises à cet effet, par le dépôt des documents nécessaires auprès des bureaux régionaux des pensions militaires. Le ministère souligne, par ailleurs, que l'arrêté portant revalorisation des pensions militaires de retraite des différentes catégories des personnels (militaires de carrière et contractuels, appelés du service national, rappelés et personnels civils assimilés), prévu par l'article 45-bis du code des pensions militaires, a été adopté et prend effet à compter du 1^{er} mars 2013, soit dès l'entrée en vigueur de la loi n°13-03. Le communiqué explique que la mesure de revalorisation des pensions militaires de retraite, qui tient compte de l'augmentation du coût de la vie, concerne notamment les retraités à faible revenu. La caisse de retraites militaires a pris les dispositions nécessaires pour le versement des pensions révisées à compter du mois de juin 2013.

SITUATION DES IMMIGRÉS ÂGÉS EN FRANCE

Le secrétaire d'Etat chargé de la communauté nationale établie à l'étranger reçoit des députés français

Le secrétaire d'Etat chargé de la communauté nationale établie à l'étranger, Belkacem Sahli, a reçu dimanche dernier une délégation parlementaire française chargée du dossier des immigrés âgés. «L'Assemblée nationale française m'a confié une mission. C'est celle des immigrés âgés qui est un nouveau phénomène en France et qui doit être appréhendé dans la dignité», a déclaré à la presse le président de la délégation, Denis Jacquat, à l'issue de cette audience.

Il a rappelé que ces personnes «sont venues en France à un certain moment pour travailler, et maintenant, pour diverses raisons, résident soit en France soit en Algérie ou dans les deux pays». «Ces personnes ont des droits sociaux et le gouvernement algérien a attiré notre attention sur les difficultés rencontrées par certaines de ces personnes et nous l'avons bien noté», a déclaré M. Jacquat. Il a assuré que ce problème sera inscrit dans le rapport final de la mission d'information concernant les immigrés âgés, dont il est le président. Pour sa part, M. Sahli a indiqué que cette délégation parlementaire «s'intéresse aux conditions des immigrés retraités étrangers particulièrement les immigrés algériens et leurs conditions de vie en France».

«Nous avons fourni toutes les informations nécessaires à cette délégation avant de l'exhorter à œuvrer pour améliorer les conditions de vie des membres de la communauté nationale établie en France, notamment les personnes retraitées et âgées», a-t-il poursuivi. M. Sahli a rappelé que ces personnes «ont, à une certaine période de leur vie, contribué avec efficacité à la prospérité de la France et dans le développement des relations entre les deux pays», affirmant qu'il n'était «pas acceptable» de les voir privées de certaines prestations médicales ou sociales. Enfin, le secrétaire d'Etat a émis le souhait que les recommandations de cette mission «soient dans l'intérêt des immigrés retraités algériens». Dans une de nos prochaines éditions, nous reviendrons plus en détail sur l'objet de la mission des ces députés français.

LSR

PROTECTION SOCIALE DES ARTISTES

Un projet de décret exécutif soumis au gouvernement

En réponse à une question d'un député relative à la couverture sociale des artistes au cours d'une séance plénière de l'Assemblée populaire nationale (APN), consacrée aux questions orales, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a fait savoir, jeudi dernier, qu'un nouveau projet de décret exé-

cutif relatif à la couverture sociale des artistes se trouvait actuellement au niveau du Secrétariat général du gouvernement. Le ministre a ajouté qu'un groupe de travail mixte composé de représentants des secteurs de la culture et de la sécurité sociale a tenu 6 séances de travail pour l'élaboration d'un projet de texte

«qui donne aux artistes le droit de bénéficier de tous les avantages prévus par le système de couverture sociale, y compris la retraite».

Il a rappelé que le droit des artistes à la couverture sociale a été consacré par le décret exécutif de 1985 relatif aux catégories spéciales, mais ce dernier s'est avéré incompa-

tible avec l'évolution professionnelle des artistes. Le ministre a rappelé également les réformes initiées par le secteur depuis plusieurs années et qui s'articulent autour de trois axes principaux, dont celui relatif à l'extension de la couverture sociale à certaines catégories spéciales dont celle des artistes.

AVANT-PROJET DE LOI SUR LA MUTUALITÉ
Le Comité de coordination des mutuelles déploie une marginalisation

Le Comité de coordination des mutuelles (CCM) déplore la marginalisation qu'ont subie ses représentants dans la préparation de l'avant-projet de loi sur la mutualité, plaçant pour une méthode fondée sur le principe du dialogue et de la concertation pour élaborer cette loi, a indiqué, mercredi dernier, son porte-parole.

La préparation de cet avant-projet de loi par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale «devrait être discutée et débattue avec les représentants des mutuelles», a-t-il insisté lors d'une conférence de presse, en affirmant que le CCM rejetait le contenu de cette première mouture comme la manière de son élaboration. Les représentants des mutuelles demandent le report de cet avant-projet de loi

«passé d'une manière accomplie sans la présence des mutuelles ni même du syndicat et sans tenir compte ni du groupe de travail représentant la tripartite encore moins des recommandations et suggestions du Conseil national consultatif de la mutualité sociale», a-t-il expliqué. Selon lui, cette situation «entrave le développement du système des mutuelles en Algérie et reflète une volonté de le faire disparaître» ; pourtant, «il s'agit du système le plus indiqué pour assurer la cohésion sociale et favoriser l'émancipation de l'économie sociale et solidaire», a-t-il relevé. Déplorant aussi les difficultés que rencontrent les mutuelles des différents secteurs dont le nombre dépasse à peine la trentaine, pour s'organiser en fédération nationale, il a exprimé son éton-

nement de voir «toutes les portes fermées» face aux initiatives visant à développer le système des mutuelles. Il a, par ailleurs, annoncé l'organisation d'une conférence nationale d'urgence le «plus tôt possible» pour analyser la situation avant de recourir à d'autres moyens pour exprimer le rejet et la dénonciation dudit avant-projet de loi.

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale avait indiqué récemment qu'un avant-projet de loi sur la mutualité serait présenté devant le Parlement au cours du premier semestre de 2013.

Cet avant-projet de loi, qui entre dans le cadre des réformes de la sécurité sociale, permettra l'établissement d'un partenariat entre le système des mutuelles et la sécurité sociale, avait-il dit.

COURRIER DES LECTEURS

Un sous-officier à la retraite demande une revalorisation de sa pension

Dans un mail qu'il nous a envoyé, un sous-officier à la retraite — s'adressant au contrôleur général de l'ANP — demande une revalorisation de sa pension de retraite. «De la part d'un ancien sous-officier Ctl, de grade sergent, appartenant à la classe 1969, engagé volontaire pour la durée de 7 années au titre de l'Ecole des cadres du matériel (DCM-ECM) de Beau-lieu El-Harrach Alger, en date du 07/03/1969, étant à l'époque orphelin de père et de mère. Ayant passé 35 années de service, avec honneur, fidélité et loyauté durant toute mon activité sous les drapeaux de notre glorieuse Armée nationale populaire, en qualité de militaire, au sein de la 8^e Brigade blindée, unité Compagnie de brigade de chars (CRBC) — année 1977 à 1979 —, en zone opérationnelle à Tindouf 3^e

Région militaire, et Ras-El-Ma, wilaya de Sidi-Bel-Abbès à la 2^e Région militaire, sans autant porter à votre connaissance, comme employé civil assimilé (PCA) au titre de l'institution de la Gendarmerie nationale, le centre d'instruction de la gendarmerie de Miliana, 1^{re} Région militaire. J'ai été admis à faire valoir mes droits à la retraite le 2 août 2004, avec une pension de retraite mensuelle de 25 000 DA, marié et père de 5 enfants, j'ai l'honneur de venir très respectueusement solliciter votre haute bienveillance de bien vouloir prendre en considération ma présente demande, pour une revalorisation de ma pension de retraite mensuelle, qui n'a pas augmenté depuis l'année 2004. A cause de la cherté de la vie, je ne peux pas m'en sortir avec la pension de retraite tout à fait dérisoire qui devient maintenant incompatible avec le pouvoir d'achat du citoyen algérien.

Le montant actuel de ma pension est de 38 000 DA, servie par la caisse des retraites (CRM) caserne de Belcourt Alger.

Je porte à votre connaissance, Monsieur le Contrôleur général de l'ANP, que nos confrères retraités invalides ont perçu leurs rappels tout dernièrement sans commentaire dans ce domaine, et pour le cas des autres retraités militaires et personnels civils assimilés (PCA), aucune chose à ce sujet : je sais que cela a été adopté par l'ANP et le Sénat et paru au Journal officiel de la RADP du 27 février 2013, et il n'y a pas eu application à ce jour en ce sens. Toutes les institutions confondues de l'Etat ont obtenu leurs augmentations et rappels. Il ne reste que les militaires et PCA retraités dans l'attente depuis des années.

Benmoussa Youcef, Miliana (44003) (wilaya de Aïn-Defla)

Peut-on récupérer ses cotisations sociales ?

Je m'adresse aujourd'hui à mon journal *Le Soir d'Algérie* (rubrique Retraite) pour vous exposer un problème en vue de m'orienter pour y trouver une solution. J'ai travaillé pendant trois ans en tant que contractuel chez Sonatrach. Evidemment, j'ai versé des cotisations à la CNAS et à la mutuelle des pétroliers, mais étant affilié à une autre caisse de retraite, je ne peux prétendre à aucun bénéfice. Donc, je pose la question suivante : ai-je le droit de récupérer les sommes que j'ai versées à ces deux caisses ? Si oui, quelles sont les démarches à entreprendre et à qui s'adresser ?

L. T.

RÉPONSE : La loi est claire à ce sujet : les cotisations sociales versées ne sont pas remboursables.